

Les subsides

au moins 140 millions pour ne pas en faire moins qu'en 1979-1980.

Le gouvernement ne signe pas les ententes promises et je peux en donner toutes sortes d'exemples à la Chambre. Le gouvernement fédéral ne fait aucun cas du gouvernement provincial à cet égard. Il n'y a ni consultation ni collaboration. Il n'y a que des mesures unilatérales, centralisatrices, et axées sur la publicité, de l'intimidation et des tactiques impérialistes, monsieur le Président. Parmi une longue série d'exemples, mentionnons le portique synchronisé dans les chantiers maritimes du CN à Saint-Jean. Le gouvernement a refusé d'aménager ses propres chantiers, de sorte que le gouvernement de Terre-Neuve doit financer l'aménagement de chantiers fédéraux. Il y a eu le différend au sujet des ressources minières sous-marines. C'est la seule solution qui puisse permettre à cette région de conquérir son autonomie sur le plan économique, mais le gouvernement fédéral refuse de collaborer, de laisser les provinces participer à la gestion, ou contrôle de ces ressources.

● (1250)

Pour ce qui est des services de recherche et de sauvetage, Terre-Neuve devrait constituer une région distincte avec un centre de coordination du sauvetage situé à Saint-Jean et pourvu d'avions et d'hélicoptères. Mais non, le gouvernement fédéral refuse. Il se croit mieux avisé.

Il a annoncé la construction d'une prison à sécurité minimale au parc industriel de Donovan dans un ancien immeuble de la Gendarmerie royale à Mount Pearl, dans ma circonscription. Personne n'a été consulté. Les règlements de zonage ne le permettent pas. Je citerai un passage du *Evening Telegram* en date du 25 novembre:

M. Rompkey a affirmé mercredi que la province avait besoin d'un tel établissement, mais que la rénovation d'un vieil édifice au milieu d'un parc industriel était «de la folie et une insulte pour les Terre-Neuviens».

C'était la décision du solliciteur général de son propre gouvernement et, pourtant, M. Rompkey affirme que c'était de la «folie et une insulte». L'article poursuit ainsi:

M. Rompkey a aussi dit qu'on ne le ferait nulle part ailleurs au Canada—«sûrement pas à Toronto, région de M. Kaplan».

Voilà le genre de collaboration et d'entente que nous avons avec le gouvernement fédéral à Terre-Neuve; les ministres fédéraux se querellent. En fait, le ministre de Terre-Neuve a été traité d'une façon mesquine et ignoble. Il a été mis à la porte du cabinet fédéral le 12 août dernier. Son remplaçant ne devait pas durer dix jours à cause de certaines difficultés avec le fisc. Six mois plus tard, le ministre d'État aux Mines, le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Rompkey), a été rappelé au cabinet. Il n'a aucun pouvoir au sein du cabinet, monsieur le Président. Il n'a ni poids, ni prestige, ni influence. Le premier ministre l'a traité avec une extrême désinvolture. Il a commencé par le saquer, puis il l'a rétabli dans ses fonctions six mois plus tard. Faut-il s'étonner ensuite que nous n'obtenions rien pour Terre-Neuve. Nous ne sommes pas même traités comme des opportunistes de bon aloi. C'est dire tout le poids que pèse Terre-Neuve dans les conseils du gouvernement fédéral.

En mars dernier, le gouvernement a fermé la station réceptrice des données communiquées par satellites de Shoe Cove. Il a centralisé les installations à Churchill, au Manitoba. Que pensons-nous des libéraux? «De Bané a menti pour protéger un

conservateur, de déclarer un représentant libéral important». Selon le *Globe and Mail* du 16 mars 1984, M. Neary, chef de l'opposition, aurait traité le ministre des Pêches de menteur.

M. le vice-président: A l'ordre!

M. Crosbie: Bonté divine, ce n'est pas déjà terminé?

M. le vice-président: Non. A l'ordre! Je prie le député de bien vouloir se rasseoir. Il ne saurait traiter indirectement un autre député de menteur en citant un article. Le député de Saint-Jean-Ouest a en effet cité en partie un article de journal où l'on rapporte que quelqu'un aurait traité le ministre de menteur. Comme le sait sûrement le député de Saint-Jean-Ouest, le Règlement l'interdit. Je le prie donc de retirer ses paroles.

M. Crosbie: Monsieur le Président, je ne traiterais jamais le ministre des Pêches et des Océans (M. De Bané) de menteur ici. Je dis simplement que le chef de l'opposition, à Terre-Neuve, l'a qualifié de menteur. Je ne suis pas d'accord...

M. le vice-président: J'ai bien peur que la présidence ne puisse accepter ce raisonnement. Je comprends la façon d'agir du député de Saint-Jean-Ouest, mais la pratique veut qu'un député ne puisse traiter ni directement ni indirectement un autre député de menteur. Je demande donc au député de retirer sans équivoque cette affirmation.

M. Crosbie: Monsieur le Président, je retire sans équivoque cette déclaration.

Le gouvernement a fermé la station réceptrice des données communiquées par satellite de Shoe Cove. C'est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, (M. Chrétien), qui a maintenant l'appui de 36 délégués de Terre-Neuve, qui a pris cette mesure. Onze employés ont été licenciés. La station a été démolie et le matériel a été déménagé à Prince Albert, en Saskatchewan et à Churchill, au Manitoba, pour épargner de l'argent. Les données fournies par cette station étaient utiles en matière de prévisions météorologiques et océanographiques. On pouvait ainsi repérer la position des glaces au large de la côte est et le reste. Nous aurions eu mille et une raisons de conserver là-bas cette station satellite. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'a fermée montrant ainsi qu'il se moquait bien de Terre-Neuve. Et pourtant, 36 délégués libéraux vont l'appuyer quand ils viendront à Ottawa pour le congrès libéral.

L'usine Bowater Pulp and Paper de Corner Brook doit fermer ses portes à la fin de 1984. Le gouvernement terre-neuvien essaye d'amener le gouvernement fédéral à l'aider à trouver une nouvelle compagnie. Il y en a trois ou quatre qui seraient prêtes à racheter. Le gouvernement fédéral a-t-il promis au gouvernement terre-neuvien de l'aider à moderniser l'usine? Non. Il laisse traîner les choses alors qu'une ville de 25,000 habitants risque de disparaître sur la côte ouest de Terre-Neuve quand l'usine de pâtes et papiers fermera ses portes cet automne. La province n'a obtenu aucune coopération de la part du gouvernement du Canada. Ce n'est là qu'un exemple de plus du peu d'intérêt que ce dernier manifeste pour la région de l'Atlantique.

Il y a plusieurs semaines, une entente sur la pêche a été conclue avec l'URSS sans que les provinces aient été consultées. Or la pêche est la principale ressource de Terre-Neuve,